

## Visite à la BNP\_21.10.2020

### La fabrique bancaire d'Alger. L'exemple des archives de la BNP Paribas

La fabrique bancaire des villes et plus encore des villes coloniales n'a fait que très récemment et encore bien timidement l'objet de recherches historiques approfondies<sup>1</sup>. Au regard de l'importance des banques et des sociétés dont elles sont actionnaires dans l'espace urbain, le champ des possibles historiographiques s'avère donc immense<sup>2</sup>. Resituer clairement et mesurer les investissements urbains des banques et leurs relations à d'autres acteurs (élus, propriétaires, notabilités diverses, etc.) des villes coloniales est par ailleurs désormais rendu possible par la floraison de monographies de diverses institutions et acteurs<sup>3</sup>.

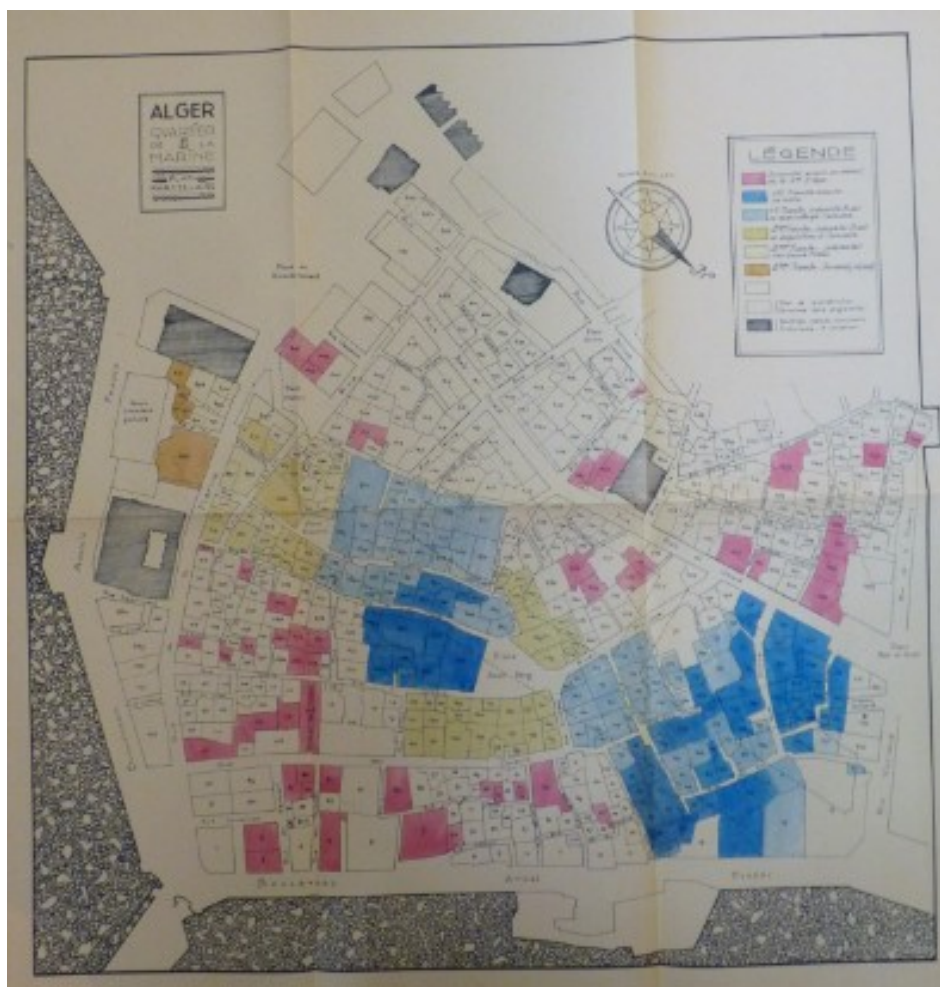
### Le réaménagement du quartier de la Marine par la Régie foncière de la ville d'Alger

Des discussions et une première visite aux archives de la BNP Paribas<sup>4</sup> (BNPP) permettent de souligner la richesse des archives des banques pour l'histoire des villes en situation coloniale<sup>5</sup>. Ville-phare de l'empire colonial français, Alger est l'objet d'investissements en tout genre, notamment fonciers et immobiliers<sup>6</sup>. La Compagnie nouvelle foncière et financière est l'une des sociétés créées par la Banque de Paris et des Pays-Bas (en collaboration avec le Crédit Lyonnais) ; cette compagnie, créée en 1929, fonde avec le Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie la Régie foncière de la ville d'Alger (RFVA). Cette dernière candidate et remporte, fin mars 1931, le concours de réaménagement du quartier de la Marine<sup>7</sup> (*Bab Dzira* ou encore « quartier de l'ancienne

- 1 BONIN Hubert, *Banking in China, 1890s – 1940s : business in the French concessions*, Londres, Routledge, 2020, 340 p. ; BONIN Hubert, *French Banking and entrepreneurialism in China and Hong Kong : from the 1850s to 1980s*, Londres, Routledge, 2020, 200 p. Ces deux ouvrages sont édités dans la collection « Banking, money and international finance ».
- 2 Les archives de la BNPP sont aussi riches de documents permettant d'éclairer l'histoire de l'exploitation minière et pétrolière, des transports, de domaines agricoles, de l'irrigation, d'entreprises privées, etc.
- 3 BONIN Hubert, *Un Outre-Mer bancaire méditerranéen : histoire du Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie*, Paris, Publications de la Société française d'histoire des outre-mers, 2004, 369 p. ; BONIN Hubert, HODEIR Catherine, KLEIN Jean-François (dir.), *L'esprit économique impérial (1830 – 1970). Groupes de pression & réseaux du patronat colonial en France & dans l'empire*, Paris, Publications de la Société française d'histoire des outre-mers, 2008, 844 p. ; EL DACCACHE Georges, « La Banque de Syrie et du Liban, levier de développement ou instrument de l'impérialisme français ? (1919 – 1945) », Thèse de doctorat d'histoire sous la direction de Dominique Barjot, Sorbonne Université, 2019 ; GONJO Yasuo, *Banque coloniale ou Banque d'affaires. La Banque de l'Indochine sous la III<sup>e</sup> République*, Paris, Institut de la gestion publique et du développement économique / Comité pour l'histoire économique et financière de la France, « Histoire économique et financière, XIX<sup>e</sup> – XX<sup>e</sup> », 1993, 429 p.
- 4 La BNP (Banque nationale de Paris) a été créée en 1966. Elle est le résultat de la fusion de la BNCI (Banque nationale du commerce et de l'industrie, 1913 – 1966) avec le CNPE (Comptoir national d'escompte de Paris, 1848 – 1966). La BNP et Paribas (ex-Banque de Paris et des Pays-Bas, devenue Paribas en 1982) fusionnent en 2000 pour constituer le groupe « BNP Paribas ». Sur les archives de cette banque voir CHAZELLE Marie-Hélène, « Conserver les archives bancaires : le cas des sociétés de crédit, d'une banque d'affaires et de la Banque de France (1875 – 1935) », *Livraisons d'histoire de l'architecture*, 10, 2005, p. 19 – 31 ; on trouvera la présentation des archives d'une autre banque à vocation coloniale dans PÉNOT Pascal, « Les archives de la Banque d'Indochine », *Revue française d'histoire économique*, 9 – 10, 2018, p. 270 – 277.
- 5 Les archives des groupes dont la fusion a mené à la constitution de la BNPP et de leurs diverses sociétés-filles, conservées à Dinan, sont consultables sur rendez-vous au 12, rue de Hanovre. Je remercie Marie-Ève Rakuzin et Jean-Charles Bouguet pour les échanges et l'accueil en salle de consultation.
- 6 LESPÈS René, *Alger : étude de géographie et d'histoire urbaines*, Paris, F. Alcan, 1930, 860 p., ici p. 621 – 804. L'histoire des investissements privés en Algérie reste toutefois peu connu. C'est moins le cas de l'investissement public (voir par exemple GUIGNARD Didier, *L'abus de pouvoir dans l'Algérie coloniale*, Nanterre, Presses Universitaires de Paris-Nanterre, 2010, p. 105 – 168 (sur les années 1880 – 1914) ; MARSEILLE Jacques, « L'investissement public en Algérie après la Deuxième Guerre mondiale : vecteur de l'impérialisme ou avatar de la domination directe ? », *Outre-Mers. Revue d'Histoire*, 260 – 261, 1983, p. 179 – 197 et LEFEUVRE Daniel, *Chère Algérie. La France et sa colonie (1930 – 1962)*, Paris, Flammarion, 2005, 512 p.).
- 7 « Les grandes questions algéroises devant le Conseil municipal », *L'Écho d'Alger*, 28 mars 1931, p. 5 ; cette séance du conseil municipal et ses divers documents annexes ont fait l'objet d'une publication particulière, signe de son importance au yeux de l'équipe municipale (Ville d'Alger, *L'offensive contre le taudis. Transformation des vieux*

préfecture »). Il s'agit alors de détruire la quasi-totalité de ce quartier situé entre la Casbah et la mer. Celui-ci est majoritairement habité, dans l'entre-deux-guerres, par des ouvriers et marins « européens », notamment Italiens. Les « indigènes » y sont aussi nombreux, faisant de ce quartier un véritable « monde du contact » entre populations que distinguent, hiérarchisent et éloignent diverses assignations coloniales<sup>8</sup>.

La connaissance du peuplement et de la vie quotidienne à l'échelle des quartiers, rues, parcelles et immeubles souffre, pour toute la période coloniale, du manque de documents municipaux pourtant produits par les institutions communales, conservés dans les archives municipales et pour l'instant non-utilisables. Les quelques liasses pour l'instant consultées aux archives de la BNPP permettent, parmi d'autres, de remédier à ce manque. Les documents inédits y sont nombreux : correspondance permettant de mieux comprendre le cheminement et les bifurcations du projet de réaménagement de la Marine ; brochures internes de la RFVA ; listes de personnes relogées par la RFVA ; cartes relatives au quartier de la Marine (cartes 1 et 2).



**Carte 1. « Alger. Quartier de la Marine. Plan parcellaire », s.d. [après 1938<sup>9</sup>] (BNPP, 21-CABET-365).**

*quartiers d'Alger. Séance du Conseil municipal du 27 mars 1931. Rapport du maire*, Alger, Ancienne Imprimerie V. Heintz, 1931, 208 p.).

- 8 BLANCHARD Emmanuel, THÉNAULT, « Quel "monde du contact" ? Pour une histoire sociale de l'Algérie pendant la période coloniale », *Le Mouvement social*, 236, 2011, p. 3 – 7 ; pour une étude de cas comparable autant qu'un cadrage problématique méditerranéen, voir SANTILLI Anthony, « Penser et analyser le cosmopolitisme. Le cas des Italiens d'Alexandrie au XIX<sup>e</sup> siècle », *Mélanges de l'École française de Rome*, 125-2, 2013 [en ligne].
- 9 L'estimation de cette date est réalisée en croisant les éléments en légende qui mentionnent une deuxième tranche de démolition ; celle-ci n'est effective qu'après avril 1938, lorsque le conseil municipal décide une nouvelle expropriation de 74 immeubles (séance du conseil municipal d'Alger, 29 avril 1938 (*Annexe au BMOVA*, 5 – 20 juin 1938, p. 181 – 18)).



**Carte 2. Détail de la carte 1 centré autour de la place Soutt-Berg**

### **Cartographie historique et reconstitution du changement urbain d'un quartier**

Une telle carte dressant l'état des expropriations, des indemnisations et des démolitions est riche de très nombreuses informations qui rendent possible de saisir les évolutions urbaines (bâti comme peuplement) et, dans le même temps, de reconstituer le quartier de la Marine<sup>10</sup>. Un traitement par SIG combiné à l'exploitation de bases de données contenant des informations relatives aux expropriations menées dans les années 1930 (fournies par le bulletin municipal officiel de la ville d'Alger), aux actes notariés<sup>11</sup> et à la domiciliation des Algérois et Algéroises (annuaires, état-civil, registres de matricules militaires, inscription maritime, presse) doit permettre d'historiciser les logiques et évolutions du peuplement de ce quartier et les dynamiques urbaines et coloniales à l'œuvre.

<sup>10</sup> Pour une contextualisation sur le temps long colonial voir DUMASY François, « La grande spoliation d'Alger, 1830 – 1834 : codifications et énonciations d'un bouleversement urbain », JÉLIDI Charlotte (dir.), *Villes maghrébines en situations coloniales*, Paris / Tunis, Karthala / IRMC, 2014, p. 39 – 58 et DUMASY François, « À qui appartient Alger ? Normes d'appartenance et conflits d'appropriation à Alger au début de la présence française (1830 – 1833) », BARGAOUI Sami, CERUTTI Simona, GRANGAUD Isabelle (dir.), *Appartenance locale et propriété au nord et sud de la Méditerranée*, Aix-en-Provence, IREMAM, « Livres de l'IREMAM », 2015 [en ligne].

<sup>11</sup> GUIGNARD Didier, « Les archives vivantes des conservations foncières en Algérie », *L'Année du Maghreb*, 13, 2015, p. 79 – 108.